

Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

9

maisons

9

RENCONTRE DE BOULOGNE

1 et 2 JUILLET 1972

COMPTE RENDU

- Complément sur les luttes en GRANDE BRETAGNE.
- Les luttes en FRANCE

LE NUMÉRO

mensuel

Rencontre internationale des 1 et 2 juillet 1972

Groupes participants : Acte et Pensée (Hollande) (1)
I C O (France - Paris) (16)
Liaisons (Belgique) (2)
Solidarity (Grande Bretagne)
(Londres, Oxford, Swansea)
(4) (2) (2)

(chaque intervention est désignée par une lettre A, I, L, S marquant l'appartenance au groupe et par un chiffre marquant l'ordre d'intervention)

Quels sujets doit on aborder dans cette seconde rencontre ?

- I 1 / propose trois points distincts :
- revenir sur certains points touchant la discussion sur la situation en Grande Bretagne
 - exposé sur la situation et les luttes en France
 - situation des groupes politiques et des "gauchistes" en relation avec ce qui aura été dit sur la France et la Grande Bretagne. Ce dernier point devra toucher certains groupes distincts dans la mesure où ils ont une existence spécifique (comme le MLF, le FAHR, les squatters) d'une part et certains phénomènes comme l'apparition de communautés sous des formes distinctes dans les villes ou dans le midi.
- S 1 / propose de prévoir une discussion générale sur la manière dont les groupes anti-autoritaires doivent s'organiser, comment chacun pense se relier à la lutte de classe et comment cela se déroule dans la pratique.
- I 3 / Cela peut être abordé seulement à la fin de la discussion sur la situation générale dans les différents pays
- A / Lors de la précédente réunion, il y a eu une certaine confusion et il faudrait revenir sur certains points
- I 2 / Un compte rendu détaillé a été diffusé auprès des camarades français et d'une manière restreinte auprès des autres participants à la précédente rencontre ; il ne paraît pas nécessaire d'y revenir sauf pour parler des dernières luttes en Grande Bretagne
- (C'est finalement après un bref débat, la proposition de I 1 des trois points de discussion qui est retenue.)

LES LUTTES EN GRANDE BRETAGNE AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS

S 1 / On a vu se développer le mouvement des occupations. Les premières de ces occupations étaient liées à des licenciements. Les plus récentes touchent n'importe quel type de conflit, notamment les luttes pour les augmentations de salaires. Ce fut le cas dans les usines d'automobile où un "sit-in" spontané et brutal se traduisit par une solution très rapide de cette lutte particulière (usines Morris à Oxford, dont il serait trop long de donner les détails). L'extension de ce genre de lutte est liée en général à la décision des syndicats de suspendre les négociations au niveau national. La lutte se trouve alors transférée au niveau local avec des ini-

tatives individuelles. Ce qui explique qu'elles présentent des caractères très différents. En gros, il y a eu de 25 à 30 occupations avec ou sans travail (work-in ou sit-in) dans différentes usines; certaines continuant actuellement. On peut citer des exemples spécifiques. Par exemple la grève des femmes de Fakenham dont il a déjà été parlé et qui continue encore maintenant. Dans d'autres usines, le mouvement a commencé par une occupation, mais la police est intervenue pour en chasser les ouvriers. Dans une imprimerie, depuis 15 jours, les ouvriers occupent l'usine et continuent le travail en la dirigeant eux-mêmes. Il y a une grève avec occupation aux usines électroniques Plessey (groupe auquel appartenait l'usine d'Alexandria en Ecosse où une longue occupation - dont il a été parlé - a permis d'éviter la fermeture de l'usine) où 150 ouvriers sont restés dans l'usine jeudi soir dans la nuit. Il est difficile de tenir un agenda des luttes de ce genre; à côté de ces mouvements, il y en a d'autres sans occupations mais dont les conséquences et la signification ne sont pas moins importantes.

Ces mouvements, principalement la grève des mineurs, celle des chemins de fer et celle des dockers, mettent en cause l'application de la loi sur les relations sociales (Industrial Relation Act) destinée à briser les grèves sauvages et à faire supporter au prolétariat anglais le poids des investissements nécessaires pour la modernisation du capitalisme en Grande-Bretagne. Avec la grève des mineurs a débuté une bataille du prolétariat avec le gouvernement et le patronat dont les implications sont plus directement politiques car elle vise disloquer cette loi de classe.

Au cours de LA GREVE DES MINEURS, il n'y a pas eu de tentative d'utiliser ce texte - dont le vote était pratiquement terminé par le Parlement - pour la briser. Peut-être précisément parce que la grève était trop forte et le faire eût été trop risqué. Ce qui est intéressant dans la grève des mineurs, ce fut l'action autonome des piquets dans tout le pays, ce qui fut la conséquence directe de la défaite du patronat.

Pendant la GREVE DES CHEMINS DE FER qui suivit immédiatement, le gouvernement a utilisé la loi sur les relations sociales; c'est à dire qu'elle a imposé la reprise du travail pour le "temps de réflexion" prévu dans ce texte; ensuite, il a fait précéder au vote secret également prévu. Le seul résultat des mesures, inventées précisément pour stopper les luttes dans l'oeuf, fut que la grève fut encore plus importante après et que cela se traduisit par une victoire relative des cheminots. Mais, dans cette grève, on doit souligner qu'il n'y eut pas la même participation et le même engagement que dans la grève des mineurs. Alors que la grève des mineurs avait développé chez les mineurs eux-mêmes et autour une extraordinaire solidarité, les cheminots laissèrent beaucoup plus d'initiative aux syndicats (Trade Unions)

Pour les DOCKERS, ce fut différent mais tout aussi intéressant. Pour comprendre, il faut remonter à ce qui s'est passé au cours des deux dernières années. D'une part sur le plan général lors des discussions avant le vote de la loi sur les relations industrielles, d'autre part sur la lutte particulière des dockers contre les conséquences de la modernisation des docks (mise en services des conteneurs).

Pendant le vote de la loi, les syndicats faisaient beaucoup de bruit contre cette loi et les "organisations révolutionnaires" faisaient appel aux Trade Unions, les syndicats pour diriger cette lutte contre la loi. Le résultat fut un tas de mots d'ordre complètement irréalistes du genre "exiger des Trade Unions..." "Grève Générale contre la loi..." avec, comme toujours, aucun résultat.

Les dockers se trouvaient eux-mêmes déterminés par la nécessité de faire face à leur propre situation. La "conteneurisation" entraîne des licenciements (jusqu'à 1/3), la réduction des heures de travail, et la rationalisation du travail (contrôles plus grands et plus efficaces)

Les dockers résistant assez efficacement à cette diminution de la quantité de travail, des employeurs individuels essayèrent de faire appliquer la loi sur les relations sociales, avant même que son vote ne soit devenu définitif. Ils obtinrent une décision importante devant la Cour des Relations Sociales et firent condamner le syndicat des transports TGWU (un des plus puissants de Grande Bretagne) à une amende de 55.000 livres pour ne pas avoir imposé la discipline syndicale aux shop-stewards (délégués d'ateliers). C'est après ce jugement que le gouvernement pour tenter de briser le temps de travail social - qui venait alors d'être voté - Le syndicat TGWU avait fait appel de la décision de la Cour des relations sociales devant la Cour Suprême et il y avait de grandes discussions parmi les gens de justice pour savoir si oui ou non on pouvait considérer qu'un syndicat pouvait être responsable de l'action des shop-stewards affiliés au syndicat. La Cour Suprême finit par décider que non et cassa le jugement précédent; c'est à dire qu'il considérait que le syndicat ne pouvait être tenu pour responsable de ce que faisaient les shop-stewards (et par conséquent supprimait toute amende). Le jugement est maintenant devant la Chambre des Lords, autorité suprême en matière d'application des lois.

Pour empêcher l'embauche d'employés moins payés et non dockers par les employeurs des docks et utilisés au remplissage des conteneurs, les dockers mirent des piquets aux portes des entrepôts où travaillaient lesdits employés (qui étaient d'ailleurs également membres du même syndicat TGWU). Cette fois, ce furent ces employés eux-mêmes qui introduisirent un recours devant la Cour des Relations Sociales pour faire ordonner la levée des piquets. Mais, se souvenant de la première décision de la Cour qui écartait la responsabilité du syndicat, ils firent convoquer nommément trois des shop-stewards des dockers. Ceux-ci refusèrent de se présenter. L'affaire devenait grave: injure à magistrat. La Cour décerna un mandat d'arrêt contre les trois shop-stewards, sur une deuxième dénonciation des employés non dockers. Ceux-ci se trouvaient justiciables de la Haute Cour. Le résultat fut que, dans la nuit même, près des trois quarts des dockers de toute la Grande Bretagne se mettaient en grève; l'affaire prit une telle extension qu'il était à peu près sûr qu'au moment de l'arrestation, il n'y aurait pas seulement une grève générale des dockers, mais une grève générale dans toute l'Angleterre. Les dockers déclaraient que le gouvernement pouvait mettre sa loi dans les conteneurs. Les trois shop-stewards étaient décidés à se laisser arrêter et le jour de l'arrestation à l'heure limite de 2 heures s'étaient mis devant les piquets et attendaient.

C'est alors que se présenta devant la Cour un personnage qui n'avait aucune qualité pour la faire, le "solicitor" général, qui existe bien dans les tribunaux anglais pour défendre les droits des incapables (comme le procureur défend ceux de l'Etat) et qui déclara se présenter au nom des trois shop-stewards et... fit sauter le mandat d'arrêt. (s'il n'avait pas existé, on l'aurait inventé pour permettre de se sortir d'une situation sans issue)

La conclusion qui s'impose, c'est qu'un mouvement de base avait réussi à faire voler en éclat la législation anti grève dès ses premiers pas d'application; là où les syndicats par leurs "actions légales" ou les groupes par leurs surenchères n'avaient rien fait. L'autre résultat, c'est que les dockers ont eu satisfaction sur toutes leurs exigences. (tout travail dans les docks a été reconnu comme travail de dockers avec le salaire correspondant; les employés ont été mutés dans un dépôt pour un autre travail pas exactement le même; cette lutte vue sous cet angle présente des aspects complexes et on doit aussi la voir d'une manière critique.) Le résultat a été que d'autres piquets sont apparus dans d'autres dépôts de conteneurs et il est même question maintenant d'une grève générale des dockers pour trouver une solution aux problèmes posés par la conteneurisation (réduction du travail par exemple). Le côté négatif, c'est que les dockers poursuivent un objectif particulier et qu'ils se sont battus pour maintenir des différences de salaires au lieu de faire l'unité contre les

contre les employeurs et cela a tout de suite été utilisé par les patrons et le gouvernement .

Si l'on veut résumer les luttes des derniers mois , on peut dire que le gouvernement et les employeurs ont subi une lourde défaite. La grève des dockers a montré comment la grève généralisée au plus bas niveau est beaucoup plus efficace que n'importe quel mouvement officiel des syndicats (Trade Unions). Cette défaite explique le changement actuel de politique à la fois pour le gouvernement et les Trade Unions . On entend dire partout maintenant qu'il faut attaquer le "problème " non par le biais de la législation mais par celui de l'arbitrage et de la concertation. La classe ouvrière anglaise se trouve actuellement dans une position favorable pour mener la lutte dans l'industrie . Tous ont beaucoup appris de ces luttes et nous pensons qu'il y aura beaucoup à apprendre des luttes à venir.

Mais , il est nécessaire de faire une observation importante . Il ne faut quand même pas croire au Père Noël. Les luttes ne sont pas toutes de ce genre , beaucoup sont ambiguës et comportent des pièges . Il faut examiner attentivement leur véritable caractère et si elles doivent s'étendre d'une manière significative en tirer alors les conclusions . Un exemple comme celui d'UCS (chantiers navals de la Clyde) permet de comprendre ce que peut donner l'action conjuguée des employeurs , du gouvernement , des Trade Unions pour rendre une lutte moins efficace que ce qu'elle aurait dû être .

S 2 / ajoute quelques commentaires sur les occupations en Grande Bretagne .. Elles sont en fait une forme défensive , un élément de tactique pour les syndicats . Elles apparaissent ainsi comme une alternative à la grève menée par des moyens plus traditionnels . Plutôt que le fait de l'action autonome des travailleurs . Ce fut le cas particulièrement dans les conflits touchant les industries mécaniques . Ces luttes furent reconnues et soutenues financièrement par les syndicats alors que les autres étaient des grèves sauvages

A demande pourquoi les syndicats soutiennent ces dernières grèves alors qu'ils s'étaient opposés à des occupations comme celle de l'usine Plessey à Alexandria en Ecosse .

S 2 La situation est différente . A Plessey , c'est le pouvoir de décision des patrons qui était mis directement en cause par le refus des travailleurs d'accepter les licenciements . Ailleurs , c'est uniquement un problème de salaires , c'est à dire de voir combien on peut obtenir du patron. Les occupations de ce type , dans la plupart des cas , ne sont pas des occupations de l'ensemble des travailleurs de l'usine , mais une occupation symbolique (par exemple , sur 100 ouvriers , 5 à 20 seulement sont dans l'usine) , une sorte de piquet sur le tas et pas une occupation véritable . Les luttes restent très isolées et les travailleurs ont peu d'informations sur ce qui se passe ailleurs ; il y a peu de contacts à la base et ce sont plutôt les employeurs qui sont solidaires que les travailleurs .

A/ Tout cela est clair mais ne répond pas à la question de savoir pourquoi les syndicats soutiennent cette tactique . Si cela ne tient pas au fait que ceux ci craignent de se voir dépassés par la base s'ils ne soutenaient pas ces luttes .

Différentes questions sont posées par 1 1 , 1 4 , 1 3 , si les occupations touchent des grandes ou petites entreprises ; quelle est la différence entre le work-in et le sit-in , quelle est l'attitude de la maîtrise dans le cas de work-in , quel est le caractère du travail effectué .

S 2 / La remarque de A est juste : les syndicats craignent d'être débordés par la base et l'occupation passive ne présente aucun danger de la part des travailleurs ; le rôle du syndicat n'est pas remis en cause comme dans le cas de licenciements où l'action est impulsée par la nécessité de la survie directe des travailleurs .

Dans la plupart des cas, les occupations touchent de petites entreprises (200 à 400 ouvriers). Au sujet du work-in, on a peu de détails précis. Dans l'exemple de l'imprimerie de Londres, la boîte devait fermer. Tout le processus de production se trouvait réuni dans un atelier qui pouvait ainsi fonctionner facilement sans management, d'autant plus que dans ces boîtes il y a toujours des contacts entre clients et ouvriers à l'occasion du travail. Les travailleurs ont reconnu que l'entreprise était viable et qu'ils pouvaient gagner de l'argent. De plus, il n'est pas évident que la direction technique ait été d'accord avec la décision prise par la direction commerciale et ne favorisait pas en sous main cette solution. Ce work in dure depuis trois semaines et est compliqué par le fait que trois syndicats sont impliqués dans l'affaire. On ne sait pas comment les salaires sont payés (le syndicat a reconnu la grève et paie les allocations de grève).

11 / A Rome une imprimerie a fonctionné comme cela pendant un an pour empêcher sa fermeture, avec un soutien international (de la part des organisations du parti communiste). Elle fonctionnait exactement comme avec une direction capitaliste. Elle a finalement été fermée.

S1 / On commence également à discuter dans les milieux ouvriers de l'égalisation des salaires. En Grande Bretagne, comme en France, les syndicats sont pour la hiérarchie. La grève des chemins de fer engageait trois syndicats. Celui des conducteurs était prêt à conclure un accord pourvu que les conducteurs conservent tous leurs avantages particuliers. On retrouve la même défense d'avantages professionnels particuliers dans la grève des dockers. Il devrait se développer des slogans demandant des salaires égaux. On se trouve dans une situation dans laquelle d'importantes fractions des ouvriers des industries mécaniques (principalement l'automobile) touchent des salaires de base double de celui des ouvriers des autres usines (40 £ par semaine et plus dans l'automobile contre 20 ailleurs, 480 F contre 240 F); de même pour les dockers qui touchent jusqu'à 42£ de salaire de base alors que les employés qui chargeaient les conteneurs touchaient seulement 27 £. Si l'on y ajoute les diverses primes, la différence est encore plus grande. Cette hiérarchisation est une source de division; les syndicats poussent à la roue et les ouvriers emboîtent le pas.

15 demande ce que veut dire le camarade S1 lorsqu'il dit que l'on devrait lancer des revendications de salaire égal; comment? dans quel cadre? dans quel contexte?

S1 / Il n'existe pas de moyen artificiel de faire cela de l'extérieur. Ce qu'il faut essayer de cerner ce sont les signes avant-coureurs de ce courant. Par exemple, dans la grève des chemins de fer, il y eut une opposition importante des autres cheminots contre le point de vue des conducteurs sur la hiérarchie. Il semble qu'il y ait un soutien de plus en plus effectif parmi les travailleurs eux-mêmes pour des revendications uniformes et non plus en pourcentage.

Ces questions sont de plus en plus à l'ordre du jour dans les discussions syndicales. Dans la grève des mineurs par exemple, on a noté également un courant pour diminuer la différence entre les travailleurs du fond et ceux de surface.

(La réunion est interrompue à ce moment; à la reprise 12 propose de discuter des relations entre les groupes anglais notamment de Solidarity avec Big Flame; les camarades tombent d'accord pour joindre cette question au point prévu pour l'analyse de l'activité des différents groupes gauchistes. Ce qui oblige à discuter préalablement de la situation en France.

SITUATION ET LUTTES EN FRANCE

1 4 / Cet exposé peut être abordé à plusieurs niveaux : ouvriers , étudiants , groupes mouvements nouveaux (communautés , jeunes , femmes) non directement politiques .

1 1 / Pas d'accord . Par exemple il y a eu dans plusieurs boîtes des luttes de femmes importantes . Entre mouvements sociaux et mouvements moins politiques , la division est artificielle .

1 6 / LA SITUATION DES LUTTES EN FRANCE correspond à la situation du capitalisme en France . Depuis 15 ans , le capitalisme français s'est transformé en capitalisme moderne . Cette mutation touche surtout les petites entreprises , notamment en province . Cette évolution n'est pas encore achevée et c'est elle qui conditionne pour une bonne part les luttes et leur donne leurs caractères spécifiques .

Pour la commodité de l'exposé , trois points vont être distingués :

- l'autonomie des luttes
- la place et le rôle des syndicats
- la place et le rôle des groupuscules

dans la réalité , ces trois facteurs ne sont pas séparés ; ils sont les éléments d'une même situation et évidemment interfèrent les uns sur les autres dans la dialectique de la lutte .

Auparavant , on peut souligner quelques traits des luttes de l'année qui vient de s'écouler ceci en liaison avec les mutations du capitalisme :

- a) il n'y a pas eu de luttes importantes dans les grandes entreprises .
- b) les luttes les plus marquantes ont touché des secteurs d'implantation industrielle récente avec des travailleurs sans tradition de lutte et qui jusqu'alors acceptaient la condition qui leur était imposée : femmes , émigrés , jeunes . Dans ces secteurs , les syndicats ne pouvaient jouer leur rôle habituel .

L'AUTONOMIE DES LUTTES

apparaît dans deux traits qui sont également communs à toutes ces luttes : d'une part la spontanéité dans le développement de la lutte et d'autre part l'emploi de méthodes violentes surtout dans le début de la lutte (les séquestrations sont devenues courantes) . Parallèlement , on voit se développer une importante solidarité dans certaines grèves . Mais de ce point de vue , on doit souligner les aspects négatifs : il n'apparaît pas de formes autonomes d'organisation . Après l'explosion du début , la conduite de la grève , les négociations restent entre les mains d'organisations syndicales ou d'organismes parallèles , cartels de syndicats , de partis ou de groupuscules . En résumé , si la lutte montre des caractères autonomes dans son éclatement et ses modes d'action , son organisation reste extérieure aux travailleurs .

LE ROLE DES SYNDICATS

La situation est dominée apparemment par le conflit CGT -CFDT . Pour la CGT , c'est clair elle tend à faire déboucher tout conflit sur une stratégie politique , celle du parti communiste ; elle est donc amenée , dans de nombreux cas à s'opposer au démarrage de la grève ou , si elle se déclenche à la saboter . La CFDT peut se permettre une politique plus démagogique mais qui finalement remplit exactement la même fonction que celle de la CGT . En raison de sa position minoritaire , de ses liens avec le parti socialiste et le PSU , elle peut apparaître comme soutenant les luttes ; mais si celles-ci durent trop ou si elles vont trop loin , la CFDT se retrouve sur les positions de la CGT .

Néanmoins, cette position démagogique de la CFDT n'est pas sans avoir une incidence sur certaines luttes. Un des points du programme de la CFDT depuis plusieurs années, en réponse au courant de base est l'écrasement de la hiérarchie des salaires. Nul doute que cette propagande ait pu encourager les revendications uniformes de salaires. Cela fut repris dans un certain nombre de luttes récentes; mais cela déclencha des conflits violents avec les "défenseurs de la hiérarchie", conflits qui plaçaient les syndicats, y compris la CFDT dans une position délicate, l'obligeant à se mettre en retrait de luttes pourtant démarrées sur ses mots d'ordre. Dans certaines usines à Nantes et à Dunkerque il y eut une cassure entre les travailleurs les moins payés et en grève avec des revendications uniformes et les travailleurs les mieux payés (dont les cadres mais également un partie d'ouvriers) voulant continuer à travailler. Il en résulte des affrontements violents directs entre ces deux groupes sans l'intervention de la police ou des syndicats, organismes habituels de contrôle et de maintien de l'ordre dans les rapports sociaux.

A Rennes dans une entreprise du bâtiment, les dirigeants sequestrés furent libérés par un commando de cadres. A St Nazaire, dans une usine de construction métallique, on vit se constituer deux comités, le comité de grève et un comité pour la défense de la liberté du travail, regroupant chacun approximativement le même nombre de travailleurs et dont les membres se battaient aux portes de l'usine. De même à Dunkerque dans une usine métallurgique, les piquets de grève très importants furent attaqués par des groupes non moins importants de cadres.

L'ACTION DES GROUPOUSCULES

Joue sur deux plans, à l'intérieur de l'usine et à l'extérieur. C'est essentiellement l'action des groupes maoïstes qui doit être évoquée ici car l'action des groupes trotskystes consiste essentiellement dans une surenchère aux mots d'ordre syndicaux et à une canalisation des luttes vers les syndicats. Les groupes maoïstes sont entrés dans les usines dans le but de développer des mots d'ordre précis: s'attaquer notamment à la maîtrise de manière violente (dénonciation nominale dans des tracts, inscriptions autour de leur domicile, les arroser de peinture devant les ouvriers. Au moins dans certaines luttes, de telles pratiques ont rejoint ou correspondu à la violence qui se développait spontanément (il est difficile parfois de faire la part de la spontanéité dans ce qui est revendiqué par les groupes mao et vice et versa).

L'action extérieure tend à substituer des noyaux, en général des cartels provisoires et locaux de groupuscules, à ce que les syndicats pouvaient faire dans les luttes: les liaisons entre les différentes usines d'un trust et organisation de la solidarité. Ce dernier rôle a été quelquefois important, par exemple dans la grève du Joint Français à St Briéuc.

Il paraît utile, pour bien montrer le sens et la signification de l'intervention des groupuscules de parler dans le détail de quelques luttes les plus significatives de ce point de vue.

Dans la GREVE DU JOINT FRANÇAIS, c'est la solidarité matérielle et financière qui a été marquante et a joué un rôle déterminant dans la durée et le succès relatif de cette lutte. Pour bien comprendre il faut voir la situation particulière de la Bretagne qui a permis le développement de la solidarité au niveau régional. Région tenue pendant longtemps à l'écart de l'évolution, la Bretagne est restée jusqu'à une date récente un pays essentiellement agricole avec de petites propriétés. La concentration agricole a déclenché des luttes violentes, d'autant plus qu'elles se greffaient sur des siècles de tentatives de centralisme politique et de brimades violentes du pouvoir d'Etat (notamment dans l'enseignement obligatoire du français). L'importance de la main d'œuvre disponible et sa forte tradition catholique en font un des champs de l'implantation d'usines décentralisées; l'appât de main d'œuvre docile et sous payée était renforcé par des subventions étatiques et communales de toutes sortes garantissant des profits substantiels (parmi d'autres, Citroën à Rennes).

(CGE à St Briec, etc...) L'usine du Joint Français à St Briec était de ces usines, employaient essentiellement des travailleurs d'origine paysanne récente et parmi eux, beaucoup de femmes et de jeunes. La lutte n'était pas seulement sur l'alignement des salaires avec ceux des autres usines du groupe, notamment dans la région parisienne, mais aussi contre la menace de fermeture de l'usine et sa transplantation dans une région plus proche des centres vitaux du Marché Commun (concurrence d'une usine anglaise installée à Malte).

La lutte prenait rapidement l'allure d'un conflit politique au niveau de la région. Cette situation, due pour une bonne part à la combattivité des ouvriers mais également à une solidarité distincte de la solidarité de classe, renforça encore la force de la grève, mais en même temps lui donnait sa forme classique déposant encore plus les ouvriers de leur propre autonomie. Ses retombées politiques amenèrent pratiquement le pouvoir politique à imposer une solution au conflit. Ce fut pratiquement la seule grève victorieuse des derniers mois (l'augmentation de salaires étant acquise) et, pour ces mêmes raisons, en raison de sa durée et de l'ampleur de la solidarité, cette lutte trouva un grand écho dans tout le pays. Un autre point mérite d'être relevé : ce fut l'établissement de liens directs avec les paysans c'est à dire entre producteurs. Mais le fait que la lutte s'ét ait déplacée sur le plan politique laissait toute l'organisation de cette solidarité entre les mains des organisations politiques, syndicales et des groupuscules.

Un autre exemple : la grève du trust Peneroya. Quelques usines, parmi les nombreuses du groupe en France traitent de la fusion des métaux non ferreux : St Denis (banlieue de Paris) Escudoeuvres (Nord) et Lyon. Ce sont de petites usines qui emploient entre 100 et 200 ouvriers, presque tous travailleurs émigrés (nord africains principalement). Une grève avait eu lieu à l'usine de St Denis ~~il y a deux ans (100 ouvriers)~~ et après une longue lutte les salaires avaient été augmentés et les conditions de travail améliorées; le lutte avait été favorisée et avait favorisé l'implantation de la CFDT et à travers elle d'un groupe "Les Cahiers de Mai". Ce groupe s'est fixé comme perspective de suppléer aux déficiences du syndicat par l'établissement de liaisons horizontales directes entre les usines du trust et l'organisation de la solidarité. Le succès de la lutte à Peneroya St Denis incita ce groupe à penser qu'il pourrait accomplir sa "mission" et "organiser" ainsi une lutte à l'échelle du trust. Il y consacra une préparation minutieuse, à la fois par un travail à la base (cahiers de revendication et discussions), par la constitution d'une caisse de solidarité, par la réalisation d'un film de propagande sur les conditions de travail et de logement des ouvriers étrangers en France. Mais la croyance dans l'importance de ces facteurs extérieurs à la lutte méconnaissait toute la réalité des luttes et l'appréciation par les travailleurs eux mêmes de tous les facteurs particuliers de leur lutte. Ce plan d'ensemble fut un échec pour des raisons théoriques et pratiques qu'il est trop long de discuter ici alors même que la grève, circonscrite par l'action conjuguée des patrons, des syndicats jouant sur les circonstances particulières et locales, se limita à une seule usine, celle de Lyon. Dans le Nord, les délégués CGT furent vidés par les ouvriers, mais le patron céda aussitôt (0,20 de l'heure); la grève s'arrêta; le patron déclara le comité de grève "non représentatif" et celui ci se disloqua aussitôt : cela montre les limites précises de ce qui peut être constitué, quelle que soit la "noblesse" de l'intention, en dehors des ouvriers eux mêmes, même avec la participation de quelques uns et l'appui apparent des autres. Par contre, l'organisation mise en place par les "Cahiers de Mai" pour la solidarité fonctionna bien; il y a des raisons bien particulières à cela, principalement qu'elle joua auprès des intellectuels principalement et qu'elle exploitait un thème "mauvaise conscience" des couches moyennes; la condition faite aux ouvriers étrangers en France.

Il est intéressant de rapprocher cette grève d'une autre surgie au même moment dans la banlieue de Paris, dans une usine métallurgique (laminage de tôles d'acier), GIROSTEEL au Bourget. La grève, pour les salaires, fut spontanée : occupation de l'usine, soutien discret de la CFDT, hostilité de la CGT et des municipalités communistes voisines de la

banlieue "rouge", aucune solidarité réelle de tous les groupuscules surabondants à Paris (et pourtant cette grève se situait au moment de l'affaire Overney). Les flics firent aisément évacuer l'usine sans aucune solidarité ouvrière ou groupusculaire. Même sur le plan financier, ce n'est que l'intervention directe des ouvriers de l'usine à un meeting organisé par les "Cahiers de Mai" pour Penaroya qui leur fit attribuer la moitié des fonds collectés par le comité de soutien à Penaroya et amena même des contacts directs avec les travailleurs de cette usine.

Ces deux exemples montrent les limites étroites de la solidarité en France dans les luttes et notamment les occupations, si on compare avec ce qui vient d'être dit pour la grande Bretagne dans la grève des mineurs ou celle des dockers. Partout où il y a occupation la police y met un terme invariablement sans qu'il y ait l'émorce d'une solidarité. Tout ceci démontre ce que nous avons dit sur le rôle des syndicats; les groupuscules ne vont pas contre cette fonction des syndicats dans les luttes; au contraire, l'action ouverte de la plupart vise à ramener les travailleurs dans ce cadre.

I I / est-ce que cela est également valable pour les groupes maoïstes qui, en Belgique par exemple ont des positions anti-syndicales ouvertes. (sur ce point, la situation est plus complexe et cela sera développé plus loin en réponse à l'intervention d'un autre camarade.

I I / un autre exemple de l'isolement des luttes est donné par une lutte de femmes qui vient de se terminer par une défaite après 10 semaines de lutte. Cela s'est passé en Lorraine à Thionville, dans un supermarché. Pour une augmentation de salaire et les conditions de travail. Tous les moyens ont été utilisés par les femmes: occupation, piquets, lutte violente avec la police et les cadres, intervention dans le supermarché, blocage des entrepôts, etc... Malgré l'intervention de la CFDT et des groupuscules, la solidarité financière fut faible et la solidarité réelle encore plus faible, notamment dans le groupe en question qui compte de nombreux établissements dans toute la France. La grève s'est finalement effilochée et sur 200 grévistes au départ, il n'en restait plus que 30 à la fin.

I 9 / LES CONFLITS APPARENTS ENTRE LES SYNDICATS notamment entre la CGT et la CFDT. On pourrait avoir l'impression que la CFDT est implantée dans les usines où il y a des grèves dures. Edmond Maire, leader de la CFDT a déclaré dans un article que le nombre des adhérents de la CFDT avait beaucoup diminué après la grève. Il y a aussi, parallèlement à ces conflits, notamment ceux mettant en cause les cadres et la hiérarchie, une croissance de la CFT (syndicat "fasciste"). Ceci apparaît comme un résultat de la grève. La CFDT a décidé un rapprochement avec la CGT et en même temps d'exclure les maoïstes et autres gauchistes qui mèneraient des grèves ou qui les soutiendraient. Cette situation se retrouve aussi bien dans les grèves "victorieuses" que dans les autres.

I I / Pour comprendre ce phénomène apparemment contradictoire, on doit connaître le fait que la CFDT, venue de la transformation-scission de la CFTC, centrale catholique, regroupait des gens issus des milieux ruraux, souvent réactionnaires sauf dans les mines.

I I / pas exactement; la base de la CFDT au moment de la transformation de la CFTC était principalement les employés (banques, assurances, commerce...) et en plus certains secteurs industriels dans les régions catholiques (mines du Nord, Lorraine, Bretagne...)

I I / Cette origine peut expliquer que dans certaines usines, à la suite d'action "gauchistes" il y ait un déclin de cette clientèle traditionnelle. Par exemple, à l'usine Girosteel dont il a été parlé les ouvriers étaient formés à 80-90% d'émigrés nord-africains et d'un autre côté, les employés et cadres français n'ont aucunement participé à la grève: ce sont eux qui ont formé le syndicat CFT à l'issue de la grève alors que la CFDT l'avait

soutenue .

I 7 / il y a une différence importante entre la CFT et les autres syndicats : la CFT fait directement la politique des patrons et est implantée souvent par la direction , la CGT par contre a sa politique propre qui ne coïncide pas forcément avec celle du patronat et du gouvernement .

I 8 / Chez Simca ou Citroën , on oblige les travailleurs étrangers à adhérer à la CFT ; il y a même un rackett qui consiste à leur faire verser 2.000 F pour acheter avec une carte CFT le droit au travail .

I 9 / Chez Renault , c'est la CGT qui contraint pratiquement les ouvriers étrangers à adhérer au syndicat .

I 9 / donne des précisions sur la CFT chez Renault Billancourt . Ce syndicat est venu du syndicat autonome et cela a pu donner l'impression d'un accroissement de l'influence de la CFT . D'autre part , on ne peut pas dire qu'il y ait une différence réelle entre la CFT et la CGT : chacun agit en jaune quand il l'estime nécessaire à ses intérêts .

I 1 / ne saisit pas bien la différence que l'on fait entre CFT , CGT et CFDT . Syndicats créés par le patron , syndicat travaillant avec le patron ou boîte avec une "closed-shop" ? (c'est à dire obligation d'adhérer à un syndicat comme dans la presse en France)

L 1 / Il faut relier tout ceci à la situation du capitalisme en France . Les capitalistes français n'ont pas encore compris complètement le rôle des syndicats car le niveau de développement du capital n'est pas encore celui atteint par d'autres pays .

I 2 / Il y a quelques mois en Italie , la création de nouveaux syndicats financés par les patrons semblait une manoeuvre pour diviser la classe ouvrière .

I 3 / le rôle de la CGT et de la CFDT , c'est de participer à la gestion du capital alors que la CFT n'est qu'une émanation directe du patron . La "politique propre" des grandes centrales est totalement orientée vers une forme de capitalisme d'Etat .

I 4 / Le niveau du capitalisme français fait que certains capitalistes n'ont pas compris le rôle des syndicats dans la société moderne . Cela traduit un certain niveau d'arriération , notamment dans les entreprises familiales qui ont conservé des concepts du 19^{ème} siècle . Mais d'autre part , le capitalisme a tout à gagner à une division du processus d'intégration . En Grande Bretagne , le même résultat est atteint avec la division des syndicats en syndicats de métiers .

I 5 / Pas d'accord ; Par exemple en Italie le capitalisme moderne pousse à l'intégration et c'est un de ses instruments pour acculer les entreprises arriérées à la faillite .

(désaccord de L 1)

I 6 / Le conflit de la CGT et de la CFDT touche à la conception de la fonction du syndicat dans le capitalisme ; la CFDT avance la forme la plus moderne et la plus adaptée ; la CGT au contraire pousse les formes les plus arriérées et les plus réactionnaires . Cela rejoint aussi les forces politiques sur lesquelles s'appuient chaque centrale ; Russie capitaliste d'Etat mais non encore entrée dans le capitalisme moderne pour la CGT , USA et partis socialistes liés à la social-démocratie des capitalismes avancés pour la CFDT . Quand la CFDT est majoritaire , elle agit en gestionnaire plus souple que la CGT (mais non en "gauchiste") là où elle est minoritaire , elle cherche à gagner sur la CGT et entraîne dans cette tactique les formations gauchistes (la même phénomène se produisait avant 1968 avec les anarchistes et les trotskystes au sein de Force Ouvrière)

Un autre point doit être souligné . A la différence des syndicats anglais , les syndicats en France sont très hiérarchisés , et ce contrôle hiérarchique du syndicat descend très bas , le shop steward est davantage sous le contrôle de la base , le délégué français sous celui de son syndicat . La législation sur les délégués fait que le candidat délégué est obligé non seulement d'adhérer à un syndicat mais aussi d'être accrédité par le syndicat . Ainsi les gauchistes qui entrent ou sont dans les entreprises ne peuvent agir dans le sens de leur groupe ou parti qu'en adhérant à un syndicat et en feignant de se plier aux règles syndicales . Le plus souvent , ils sont clandestins . Il leur est difficile d'entrer ou de se maintenir longtemps à la CGT où l'emprise totalitaire du parti communiste ne tolère que peu

d'écarts avec la politique de la centrale et du parti. Leur tactique est d'adhérer au syndicat minoritaire ou même de créer une section d'un syndicat qui n'est pas implanté dans l'entreprise. Cela leur laisse pour quelque temps les mains libres mais crée une grande confusion car ils sont tantôt à la CGT, tantôt à la CFDT, tantôt à FO. Il y a une relation assez étroite et dialectique entre le syndicat minoritaire qui se sert des gauchistes et les gauchistes qui se servent du syndicat, tout en espérant le conquérir, le redresser ou bien s'en servir, comme les maos, comme d'une base d'organisme politique de luttes.

I 1 / Veut reprendre séparément certains points de l'exposé de I 5, à la fois pour marquer certains désaccords et pour le compléter.

L'exposé est juste pour l'essentiel, mais il a négligé un certain nombre de nuances qui sont importantes pour comprendre le développement des luttes en France et envisager leur avenir.

Si les luttes des derniers mois se sont déroulées effectivement dans de petites entreprises, on ne peut négliger celles de la période précédente (début de 1971 notamment) qui ont touché des entreprises importantes, de même qu'on doit considérer dans les petites entreprises celles qui sont isolées ou celles qui ne sont qu'une usine d'un trust important. Les positions patronales dans ces luttes ne sont pas alors du tout identiques.

Les mutations des 15 dernières années ne sont pas terminées et elles ont des répercussions directes sur les luttes. Et cela touche aussi de grosses entreprises. Dans la sidérurgie, le transfert des usines au bord de la mer, de la région du Nord vers Dunkerque et de la Lorraine vers Fos sur Mer près de Marseille, entraîne des luttes particulières. Ainsi à Dunkerque, il y a deux ans, une grève des programmeurs chargés de la gestion automatique de l'usine a bloqué le procès de production (c'est le type même de grève "thrombose" (1) qui a sévi pendant toute une période dans de grosses usines). En Lorraine, les transferts de population, les péripéties diverses du financement énorme du complexe sidérurgique de Fos (liées à la conjoncture mondiale et contenant peut être les prémisses d'une intervention de l'Etat sous forme de nationalisation d'un gouvernement "socialiste") entraînent des résistances et des violences diverses (séquestrations de cadres).

D'autre part il y a eu au printemps de 1971 la grève des OS du Mans à l'usine Renault. A Billancourt, la grève était formelle, mais dans un département de l'usine une nouvelle forme de lutte est apparue: des assemblées réussirent à se tenir sans contrôle syndical; mais la puissance de la CGT réussit à isoler ce secteur combattif du reste de l'usine. (2)

Un autre exemple peut être donné par la grève, également au printemps 1971 aux usines Berliet de Lyon. (10.000 ouvriers; pendant près de 6 mois, on y connut une situation qui n'était pas sans parenté avec ce qu'avaient connu les usines Fiat de Turin en 1969-70: pratiques de sabotage, débrayages permanents etc....

Dans tous ces exemples, il y eut une récupération des luttes par les syndicats, mais on peut y voir un présage de luttes importantes dans les grandes entreprises.

Sur la hiérarchie des salaires, on assiste depuis 1968 à un tassement de l'échelle hiérarchique par une élévation plus forte des bas salaires que de ceux des ouvriers qualifiés ou de hauts techniciens. I 5 / a montré certains aspects de ce phénomène. On doit ajouter que ce tassement est contrôlé par le grand capital et qu'il permet une prise de contrôle sur les secteurs archaïques des petites entreprises. Le problème pour le patronat est seulement de déterminer la vitesse optimale de cette évolution pour éviter un trop grand nombre de faillites et des remous sociaux trop importants comme en Italie par exemple.

I 4 / La hiérarchie en France est une des plus accusées du monde. L'introduction dans le Marché commun signifie qu'il doit y avoir une harmonisation des salaires et des coûts de production. On ne touche pas aux hauts salaires mais on remonte les plus bas.

I 1 / Au sujet de la grève Penaroya, il faut dire qu'elle s'est terminée par une victoire importante des ouvriers même si cela fut du en partie à l'intervention de groupes extérieurs (augmentation de salaires de l'ordre de 200 F par mois, amélioration importante des conditions de travail et de logement. Il faut insister sur le fait que les Cahiers de Mai ne se I) grèves "thrombose", grève "bouillon", sont le fait d'un groupe d'ouvriers de chaîne de production dont l'arrêt de travail bloque toute la chaîne et l'usine.

sont pas contentés à jouer un rôle de la liaison entre les différentes entreprises mais permirent des contacts directs entre ouvriers . Sur 90 , au moins 30 se sont déplacés dans différentes régions , en Ardèche , à St Denis , à Girosteel .

La solidarité dans les luttes tend à prendre d'autres aspects plus larges que les particularismes relevés : ce qui restait dans la caisse de grève de Girosteel a été versé au Joint Français , lesquels ont à leur tour versé à Thionville , de même les grévistes de la Maison des sciences de l'homme ont réparti leur fonds de grève en trois grèves se déroulant au moment où ils reprenaient le travail . Il n'est pas tout à fait exact non plus de dire que la solidarité et la propagande s'est limitée aux milieux intellectuels : par exemple le film réalisé à l'occasion de la grève Penaroya a été diffusé dans des maisons de jeunes et on a dit que de nombreux jeunes ouvriers avaient assisté à sa projection .

I 6 / pense faire quelques mises au point sur ce que vient de dire I I

Les grèves dont il a parlé sont celles de l'année écoulée : or il est frappant qu'aucune de ces luttes n'a touché de grandes entreprises .

La grève des OS des usines Renault du Mans a été strictement limitée à un atelier du Mans . Ailleurs , aussi bien au Mans que dans les autres usines Renault , il y a eu mise à pied pour rupture d'approvisionnement sur les chaînes , mise à pied que les syndicats - et à leurs trousses les gauchistes - ont essayé de faire passer pour une grève . En particulier , l'assemblée dont parle le camarade I I pour un atelier de Billancourt n'était en réalité qu'un cartel de groupuscules , regroupant tous leurs militants dans l'usine et quelques sympathisants (200 au maximum en tout , que toute la presse gauchiste s'est évertuée à présenter comme l'amorce d'un mouvement original à Billancourt . (1)

Pour les Cahiers de Mai , les limites de leur action et finalement la critique de celle-ci a été fournie par les faits eux-mêmes . Nous avons vu les limites pour Penaroya . Elles sont encore plus éclatantes en ce qui concerne Creusot - Loire à Dunkerque . La "bonne volonté" ou les "bonnes intentions" de ces interventions n'est pas en cause (on pourrait d'ailleurs discuter longuement du fait qu'ils cherchent toujours à faire rentrer la lutte dans le cadre syndical - et plus particulièrement à la CFDT) . La dimension du trust Creusot Loire et le niveau réel des luttes rendit complètement vains les efforts tentés au lieu et place des ouvriers pour l'extension et la solidarité .

A voudrait revenir à la discussion sur les syndicats parce qu'il pense que certains aspects n'ont pas été discutés suffisamment . Il n'est pas intéressant de savoir comment s'est formé un syndicat à un moment donné , ce qui est important , c'est sa fonction dans la société d'aujourd'hui qui est à considérer . Et plus l'on va , plus cette fonction devient identique . Les différences sur lesquelles on a discuté viennent des dispositions de la CFDT pour un capitalisme moderne et de la CGT pour un capitalisme d'Etat modèle russe . La formule de la CFDT est plus adéquate ; mais le fait que ce soit tantôt la CFDT ; tantôt la CGT qui puisse jouer un certain rôle ne doit pas être considéré par rapport à leur développement historique , mais par rapport à la lutte qui se déroule à ce moment . Parfois , c'est la CGT qui est plus radicale et la CFDT qui freine , parfois , c'est l'inverse . Ce sont les besoins propres du capitalisme dans cette lutte en particulier qui modèlent l'intervention de tel ou tel syndicat . Par exemple , il y a des années dans une grève aux Aciéries de Pompey , en Lorraine c'était la CGT qui à la fois animait la grève et la freinait et après la grève beaucoup quittèrent la CGT . Dans une autre grève plus récente , la CGT était contre et c'est la CFDT qui avait le même rôle que les bureaucrates syndicaux autrefois . C'était nécessaire qu'il en soit ainsi parce que la CGT n'aurait pas réussi cette opération qu'elle avait déjà effectuée dans d'autres luttes . Les mots "à gauche" "à droite" , "radical" ou "traditionnel" , ne signifient pas grand chose ; derrière ces mots se dissimule exactement le même rôle , la même fonction dictée par les besoins du capitalisme ; seules les formes , les apparences changent .

(3 / A revient sur un fait admis par tous relativement au rôle du syndicat . La discussion

(1) voir note de la page précédente

(2) des camarades français ne sont pas d'accord avec cette version des faits et le disent plus loin ; une brochure récente d'un ouvrier de ce comité confirme que cette

"nouvelle forme de lutte" fut essentiellement une manipulation "gauchiste" 12

à simplement eu pour but d'essayer de montrer comment les "militants" des groupuscules finissaient par adhérer à un syndicat choisi suivant les situations simplement pour pouvoir avoir une certaine pratique dans les entreprises .
À / la discussion n'est pas claire . Il faut essayer de comprendre toutes ces questions en fonction de rôle que le syndicat assume dans une entreprise , dans une situation ou une autre .

I I / On ne peut pas ainsi voir seulement les choses à un tel niveau qui devient purement théorique et abstrait . Il faut tenir compte des aspects idéologiques qui jouent parfois un rôle important :

- pour la CFDT , dans la grève du joint Français en Bretagne voir par exemple la place des convictions religieuses et la liaison avec les aspects économiques .
- les dirigeants de la CFDT , cherchant à élaborer une tactique ont étudié minutieusement la tradition anarcho-syndicaliste et remodelé leur doctrine au moment de la transformation CFTC en CFDT . Cela explique que jusqu'en mai 68 les cadres de l'appareil avaient une idéologie différente de celle de leurs adhérents .
- après mai 68 , la politique de la Ligue Communiste (trotskyste) d'entrée à la CGT ayant échoué , ces militants se retrouvèrent à la CFDT .
- on peut citer des exemples précis de lien de dirigeants CFDT avec des éléments pro américains (par exemple récemment la fusion de la Fédération FO Chimie avec celle de la CFDT sous l'impulsion de Labi dont la position en mai 1968 montra des liens de ce genre)

Plusieurs camarades trouvent qu'il n'est guère intéressant dans une telle discussion de soulever de tels problèmes

5 I / Discuter d'une question , que ce soit des syndicats ou d'autre chose , signifie chercher à avoir des idées plus claires sur la société , à faire un pas en avant . Quel est l'intérêt de la discussion actuelle ?

Le niveau des luttes en France correspond au niveau du capitalisme en France . Mais cela ne veut pas dire nécessairement que le niveau du capitalisme détermine nécessairement un certain niveau des luttes . Celui ci peut fluctuer tantôt plus élevé , tantôt plus bas . C'est pour cela qu'il faut observer ce que font les travailleurs , la manière dont ils se comportent .

Au stade atteint actuellement par le capitalisme moderne à l'échelle mondiale , il y a une remise en question générale du rôle des syndicats . Les syndicats sont partie intégrante des structures capitalistes ; ce n'est pas une chose nouvelle . Il peut être intéressant de parler de l'histoire du développement du mouvement syndical . Mais ce qui est essentiel c'est la signification qu'il prend actuellement sur le plan international au niveau historique atteint par le développement capitaliste . Celui ci prend la forme de plus en plus de firmes multinationales oeuvrant toujours sur le plan international . Il en découle une série de caractéristiques et un rôle plus grand dans la politique des États . Ce sont des choses qui se retrouvent directement dans les luttes . Le contrôle traditionnel des syndicats sur les luttes devient de plus en plus significatif . Le concours entre la bureaucratie syndicale , l'appareil d'État et les directions d'entreprises est de plus en plus croissant , visible et sa nature se transforme . La question qui se pose est de savoir en quelle manière , à quelle échelle cela intervient ; on peut voir alors que le syndicat ne peut plus servir les intérêts ouvriers .

Cependant , il faut être réaliste et voir que les travailleurs défendent encore les syndicats . Il y a toujours des luttes qui passent par les syndicats et auxquels les ouvriers font confiance . La question n'est pas de chercher à savoir s'ils doivent les quitter ou non . Il faut voir comment ils se comportent à l'égard du syndicat dans une lutte donnée . Les analyses que nous pouvons faire alors doivent chercher à montrer comment la lutte autonome peut se développer et nullement de mettre l'accent sur ce que le syndicat doit faire ou ne doit pas faire , de voir si au niveau de l'usine , les travailleurs peuvent prendre en mains la gestion de leurs propres affaires .

13 / proteste ; il pense que les camarades qui viennent d'intervenir croient avoir affaire à des néophytes trotskystes ; aucun des camarades français n'a d'illusion sur les syndicats et ils ont bien essayé de décrire comment les ouvriers essaient de s'organiser en dehors des syndicats .

A / Bien sûr que tout le monde est au courant du rôle des syndicats. C'est pourquoi il faut essayer de trouver le sens de cette discussion . L'intégration des syndicats remonte au moins aux années 30 (à la guerre de 14 reprend I 4) . Pour une bonne part c'est une vérité bien évidente ; mais il reste qu'une bonne part des ouvriers sont encore dans les syndicats et que l'attitude des groupes à l'égard de ces problèmes doit se modifier . Ou bien on pense que les ouvriers doivent être détachés des syndicats ou bien on considère cette adhésion comme une chose de moins en moins intéressante ; car le développement du mouvement ouvrier ne va pas dans ce sens . Il est vraisemblable que les travailleurs resteront jusqu'à la fin dans les syndicats car ce sont des structures qui ne disparaîtront qu'avec le capitalisme lui-même . La vraie lutte se déroule sur un tout autre terrain .

(discussion enchaînée avec celle qui précède le dimanche matin)

15 / veut revenir sur la première partie de l'exposé sur l'autonomie des luttes en France . Il est bien d'accord avec ce qui a été dit du caractère de ces luttes : des formes souvent violentes au début marquant leur autonomie qui se perd ensuite par la prise en mains par les syndicats ou les groupes . Mais ensuite , il a été distingué entre des formes positives et des formes négatives : le côté positif des luttes serait les méthodes violentes (séquestrations notamment) les côtés négatifs , dans le fait qu'on ne voit pas apparaître de formes nouvelles d'organisations . Si on parle de cet aspect négatif , on le fait par rapport à un enjeu politique précis ; l'objectif sous entendu est l'autonomie des luttes selon des formes bien précises définies , connues et qui se sont manifestées au cours des 50 dernières années (soviets , conseils , etc ...) . Lorsqu'on ne voit pas apparaître ces formes , il est alors facile de dire que les luttes ont un aspect négatif . Personnellement je pense que les termes positif et négatif doivent être employés indépendamment d'un enjeu politique .

Ces termes doivent être appréciés par rapport au capital dans son ensemble . Les luttes tendent soit à détruire le capital , soit à le renforcer . Positif ou négatif doivent se référer au capital et non à des formes déterminées historiquement a priori . Est négatif ce qui ne , toute forme d'action qui tend à détruire le capital , à détruire le prolétariat , qui amène le prolétariat à se détruire en tant que prolétariat .

Les formes d'action dont nous parlons comme positives ont trait à la critique du travail (des exemples en ont été donnés aux USA , en Italie , par contre en France , en Grande Bretagne on sait peu de chose sur des pratiques comme l'absentéisme ou le sabotage)

Au cours de ces nouvelles formes de lutte pas très apparentes , s'organisent en fait des formes de négation du système . Ces formes nouvelles ne peuvent être décrites avec précision . Cette organisation de telles luttes , si elle peut avoir pour but la constitution de comités , de conseils , ne formule en aucune façon de tels objectifs et ceux-ci n'apparaissent que bien obscurément . Notre manière d'appréhender ces formes d'organisation est héritée de la phase antérieure du capitalisme . Le mouvement de plus en plus accentué du prolétariat passe des lieux extra-productifs au lieux productifs et dans ce mouvement dialectique apparaissent de nouvelles formes d'organisation (tel ou tel comité situés le plus souvent en dehors des lieux de production)

On peut en caractériser certaines parce qu'elles se trouvent liées à des formes anciennes de luttes ; par contre des formes comme l'absentéisme , l'usage du chômage ,

le refus du travail ne sont liés à aucun système du capitalisme et ne se rattachent pas directement aux anciennes formes de lutte.

Cela ne dit pas qu'il n'y a pas de coordination, d'organisation. Cette organisation, cette coordination se fait selon un processus différent des comités ou conseils à l'intérieur de l'entreprise. Il s'agit d'un mode d'organisation plus dynamique, plus mouvant qui apparaît notamment chez les jeunes. On peut en trouver des exemples aux USA ou en Italie. En France, en mai 68 on attendait les conseils ouvriers. Cette vision triomphaliste se référait à une forme donnée d'organisation (c'est ce que j'ai vécu).

Ici, il a été question des luttes actuelles en France qui se déroulaient dans de petites entreprises. C'est juste mais cela tient au fait que les luttes prennent des formes que l'on ne peut définir concrètement. Elles ne tiennent pas compte du syndicat. Elles sont radicalement différentes, elles n'envisagent pas une tactique mais elles sont des luttes contre le capital.

Si ces luttes sont difficiles à comprendre, c'est parce qu'on n'a pas le matériel idéologique, conceptuel pour les aborder. Le matériel théorique laissé par le capitalisme est dépassé. Le conseil ouvrier est de ces concepts théoriques.

On n'a pas à regretter l'isolement (des) luttes dans certains ateliers, le peu de solidarité. Cela fait partie de l'évolution. On n'a pas à attendre certaines formes d'organisation. Il ne faut pas être obnubilé par le comité de grève; la forme présente des luttes est de rester isolées et leurs liens peuvent être différents.

J'ai essayé de définir ce qui était négatif pour le capital; maintenant je vais préciser ce qui est positif pour lui.

(à une question de I / le camarade répond que pour lui, la Russie ne se situe pas parmi les pays où se développent de tels conflits qui sont le fait des pays hautement industrialisés). Est positive pour le capital toute lutte qui maintient l'existence du prolétariat en tant que prolétariat donc du capital. Le capital ne peut être détruit par le prolétariat qui par la destruction du prolétariat contre le prolétariat. Par exemple, les luttes syndicales et les luttes autogestionnaires (comme celles décrites pour la Grande Bretagne) maintiennent le prolétariat et ne cherchent pas à détruire les rapports de production.

S I / précise qu'il entend bien que les formes de lutte dans les usines ne sont pas les seules formes de lutte intéressantes. De plus il pense qu'il faut accorder une grande importance à la résistance informelle et générale au capitalisme. C'est exact que ces phénomènes prennent actuellement un caractère de masse et tendent à détruire les valeurs de la société bourgeoise. Cela ne prend pas bien sûr la forme de comités de base mais constitue une résistance à un mode de gestion, à ce qui en fait la base, l'éthique du travail et le respect de l'autorité.

I I / L'intervention de I 5 est une sorte de procès d'intention car personne n'a jamais dit qu'il parlait de choses négatives dans les luttes en fonction de critères capitalistes. Il est bien évident que tant qu'il n'y a pas la révolution on peut toujours parler de choses négatives. La critique du camarade part d'un point de vue idéaliste selon lequel tout doit être obligatoirement tranché positif ou négatif, positif tout ce qui concourt au développement du capital, négatif tout ce qui tend à le détruire. Toutes les luttes présentent ces deux aspects, sinon la révolution aurait lieu immédiatement et le capitalisme n'existerait plus.

I 4 / I 5 développe une autre théorie en prétendant s'opposer à une théorie préalable cette théorie est que toute lutte présente des aspects invisibles pour tous les autres parce qu'ils sont obnubilés par une idéologie. Mais ce que ce camarade dégage comme les formes les plus avancées de la lutte de classe d'aujourd'hui a toujours existé à des degrés divers dans le capitalisme. On peut même dire que ces formes ont été particulièrement développées dans les périodes où la classe ouvrière était très faible

et en raison de la toute puissance du capital ne disposait pas d'autres moyens d'expression. Dans la Russie par exemple c'est pratiquement le seul mode de lutte (détournement des machines et des matières premières, perruque, absentéisme, refus de coopération, marché noir, etc...) . Si des camarades essaient de sortir de certaines formes de luttes une idéologie, on assiste ici à la même tentative de sortir d'autres formes de lutte d'autres formes d'idéologie (idéologie du refus) . Suivant les périodes historiques et suivant sa dimension, l'absentéisme de masse par exemple peut prendre une signification totalement différente et se situer à un tout autre niveau .

I I / En Italie en 1969, il y eut une vague de grèves qui ont atteint un niveau de remise en question sans pourtant dépasser le cadre français actuel des rapports ouvriers groupuscules . A partir du printemps 70 on assista à une récession de ces luttes . A ce moment se développa un absentéisme de masse (dans usines de l'I R I -sidérurgie -métallurgie les statistiques de 1971 donnent 40 % d'absentéisme) En se référant aux critères du camarade on pourrait juger cette situation comme freinant le développement du capital ; en réalité, elle marquait un recul des luttes ouvrières par rapport à la période précédente .

L I : précisément cette situation en Italie doit être appréciée dans la lutte entre les secteurs de pointe et les secteurs arriérés.

S I / Il faut considérer les choses plus en profondeur . Le capital lui même peut créer des milliers de chômeurs . Peut on dire que cette situation affaiblit ou renforce le capital ?

I 2 / On peut se poser la même question pour les USA aujourd'hui .

S I / C'est vrai . Mais je voudrais poser un second point question niveau des luttes . En 1926 lors de la grève générale en Grande Bretagne, doit on considérer qu'il y a eu renforcement ou affaiblissement du capital ? Ces deux exemples ne sont que pour montrer deux aspects qui s'inscrivent dans tout un ensemble de considérations relatives aux luttes en général . Le problème n'est pas de savoir si des formes de luttes sont nouvelles ou pas, si elles affaiblissent ou non le capital ; mais ce qui est essentiel est de renforcer les formes de lutte qui donnent au prolétariat confiance en lui même pour réaliser ses propres objectifs .

Si l'on doit retenir un critère de ce qui est positif ou négatif, on peut dire -est positif ce qui renforce la possibilité pour les travailleurs de prendre en mains leurs propres affaires, à refuser de se reposer sur quelqu'un d'autre dans la lutte . Par exemple la lutte à UCS est jugée positive parce que "victorieuse" . A Solidarity, on la considère comme négative parce que les travailleurs ont peu agi par eux mêmes et se sont entièrement reposés sur les syndicats .

I 4 / L'exposé qui a été fait sur les luttes en France situait précisément les caractères positifs ou négatifs d'une lutte en fonction de la prise en mains de leur propre lutte par les travailleurs . A aucun moment il n'a été question de conseils ouvriers ou de comité de grève ; il a simplement été dit que les luttes actuelles ne développaient pas de formes d'organisation autonomes c'est à dire mise en place et animées par les travailleurs eux mêmes . C'est faire un procès d'intention que de vouloir faire dire que ces formes autonomes d'organisations devront obligatoirement répondre à des critères préétablis . Ce qui est essentiel, comme l'ont dit A et S I, c'est la prise en mains de leurs propres affaires par les travailleurs . Par rapport à cette autodétermination, est positif tout ce qui tend à la renforcer et à la développer, est négatif tout ce qui tend à la réprimer .

A / On ne voit pas bien comment la destruction du capitalisme pourrait signifier autre chose que la disparition du prolétariat en même temps. Si le prolétariat continue d'exister, c'est que le capitalisme existe toujours. Si le prolétariat détruit le capitalisme, il disparaît en même temps en tant que prolétariat.

I 4 s'attache trop formellement au mot "conseil ouvrier" et pas du tout au contenu. Le conseil n'est pas une conception théorique. Avant qu'ils ne soient créés par les ouvriers eux-mêmes dans leur lutte, personne n'y avait pensé. En Europe Occidentale, personne ne pensait que ces organismes prendraient la même forme qu'en Russie. Le mot conseil exprime l'idée que les ouvriers décident eux-mêmes, font les choses eux-mêmes. Dès qu'on parle de ces notions fondamentales, les mots eux-mêmes sont écartés et la discussion soulevée par le camarade perd tout intérêt.

L 1 / voudrait parler d'une grève qui vient de se dérouler près de Liège. Il n'y avait pas de forme d'organisation autonome qui ait dépassé l'organisation des piquets de grève. Le travail a repris après 8 jours de grève sans rien. Et pourtant cette grève peut être considérée comme positive à cause d'un fait. Le syndicat a été obligé au cours de la lutte de montrer son vrai visage. Dans une assemblée de grève le délégué principal a déclaré qu'il appellerait la gendarmerie contre les piquets si ceux-ci empêchaient les jaunes de rentrer dans l'usine. Ce sont de tels faits qu'on doit s'attacher à expliquer et à faire connaître.

(Vu l'heure et la nécessité de libérer la salle, j'ai proposé de reprendre l'exposé sur la situation en France et de reporter à une autre rencontre le débat sur les problèmes syndicaux qu'avait mal amorcé les considérations sur la CGT et la CFDT.)

I 4 LA SITUATION DANS L'ENSEIGNEMENT EN FRANCE

Brièvement, il va être question de 3 grèves qui se sont déroulées à l'Université, des réactions de la bourgeoisie et des troubles dans le système éducatif, des groupuscules comme exprimant un certain niveau de conscience.

Après 1968, on était à l'université dans l'attente de troubles violents, en particulier dans la bourgeoisie. Pour la première fois, beaucoup de jeunes petits bourgeois étaient admis dans l'université. La bourgeoisie hésitait entre deux méthodes. En France, la bourgeoisie maintient un système de formation des cadres dirigeants en vase clos par les 5 grandes écoles indépendantes du système universitaire. Elle peut ainsi maintenir une apparence de liberté dans l'université où pratiquement elle met des gens en réserve avant qu'ils n'entrent sur le marché du travail. Le résultat est une quasi dissolution du système universitaire bien que, si les étudiants suivent les cours, ils sont assurés d'avoir 60 à 90% de succès. Ce laisser faire est le fait de la partie la plus consciente de la bourgeoisie. Mais d'autre part, elle ne pouvait se désintéresser de la formation des professeurs et instituteurs d'où des tentatives de reprises en mains de la formation professionnelle des professeurs; d'où des grèves d'étudiants au cours des dernières années. Ceci explique que les grèves universitaires gardent un caractère corporatiste par le canal duquel les communistes réussissent à reprendre pied dans l'université. Ce sont les seuls qui ont accepté la collaboration avec le pouvoir dans la réforme de gestion mise en place par Edgar Faure. Cette "autogestion" rencontre la plus totale indifférence de la part des étudiants qui "passent leurs examens". A part cette opposition corporatiste à ce projet de réforme de la formation des professeurs, il ne se passe rien dans l'université, bien que de nombreuses facultés soient des sortes de "bases rouges" en ce qui concerne les possibilités matérielles, c'est à dire des lieux de réunion, d'utilisation des moyens de reproduction sur place.

A côté de cette situation, on a assisté à des conflits touchant les jeunes étudiants, petits bourgeois marginalisés qui avaient trouvé un emploi de vacataires dans l'université. Il y a eu ainsi deux grèves de vacataires qu'il est intéressant de résumer.

La première de ces grèves a débuté par une bagarre entre un vacataire anarchiste et un autre stalinien. Le conflit a amené le PC à se dévoiler complètement. La CGT a proclamé le "droit au travail" contre la grève et a même parlé de sévices physiques contre les grévistes. L'effet, parmi les techniciens de la faculté dont beaucoup étaient adhérents de la CGT, a été profond.

La seconde grève a concerné le personnel administratif de l'Université, dont les conditions de travail sont mauvaises et dont les salaires se situent entre 900 et 1.000. La revendication principale était "pas de salaires inférieurs à 1.000 par mois". Ils ont obtenu satisfaction après maintes péripéties qu'il serait trop long de narrer ici, et principalement contre la CGT qui ne voulait pas d'une telle augmentation car, disait-elle ouvertement, cela nuirait à la hiérarchie des salaires.

Dans les deux cas, il y eut élection d'un comité de grève avec des conditions spéciales de fonctionnement :

- dans la première grève, chaque assemblée générale donnait des instructions précises aux délégués.

- dans le second cas en regard des tentatives d'entraîner les syndicats dans le mouvement pour avoir leur soutien au moment des négociations, une assemblée générale refuse aux délégués syndicaux le droit de faire partie du comité de grève en tant que tel, mais seulement à titre individuels s'ils étaient désignés en ce but par l'assemblée.

Cette dernière grève notamment eut des échos un peu partout dans les facultés ; d'autres conflits éclatèrent sur la base de la revendication de 1.000 F minimum. Et même une grève plus récente dans un service universitaire (Maison des sciences de l'Homme) la revendication était de 1.200 par mois minimum (mais cette grève vint d'échouer).

Ce qui est intéressant à remarquer à l'occasion de ces conflits, et c'est en ce sens qu'ils méritent d'être cités, c'est qu'ils ont été le fait d'étudiants, de jeunes politisés pour la plupart et que, malgré cela, les groupuscules n'ont pas pu jouer leur rôle en tant que tels, malgré tous leurs efforts pour ce faire : les grévistes ne le leur aurait pas permis. Ils se sont fait d'ailleurs vite une raison parce que, de leur point de vue, ces conflits n'avaient pas de portée au niveau national. Ce qui est pourtant certain, c'est que de telles luttes et leur écho, n'ont certainement pas été étrangères à la reprise par le gouvernement et la CGT du mot d'ordre "pas de salaires inférieurs à 1.000 F par mois".

Dans le système éducatif en général (lycées et écoles primaires) c'est aussi le vieux système mis en place par Napoléon Ier sans guère d'évolution. Il est aussi submergé par les arrivées massives d'enfants, d'autant plus depuis que la scolarité a été prolongée obligatoirement jusqu'à 16 ans. Tout cela est fait sans aucune méthode ou préparation sérieuse. Et le système croule d'un peu partout, dans un certain élan de la bourgeoisie. Il y a deux types de mouvements : celui des élèves et celui des professeurs.

Les élèves, principalement lycéens et élèves du technique butent sur les questions de la sexualité, de libération des cours, de l'absentéisme. Il y a souvent des réactions violentes soit aux mesures de l'administration, soit à des interventions également violentes (par exemple de groupes fascistes)...

Les professeurs dans leur ensemble ne peuvent plus supporter la situation dans laquelle les enfants "bougent", contestent leur enseignement et leurs méthodes... Certains vont jusqu'au suicide... Mais Mais il y en a une minorité qui cherche à sortir plus ou moins de cette impasse; ils sont réprimés violemment et exclus de l'enseignement. C'est ainsi que l'an passé, 500 professeurs ont été vidés de l'enseignement. Tout ce dernier mouvement est entièrement extra syndical et même des fractions de "gauche" du syndicat comme la tendance "école émancipée" n'y participe guère guère.

1 2 / On peut constater des faits semblables même dans les classes primaires .

1 / La bourgeoisie française , en face de cette agitation est assez affoibée ; elle ne peut que recourir à la violence au lieu de tenter de comprendre comment elle pourrait sans grand dommage y porter remède comme dans d'autres pays .

A / en Hollande , la bourgeoisie réussit à maintenir l'Université uniquement pour la classe dominante ; même si elle augmente les dépenses universitaires , elle cherche et réussit - à restreindre constamment le nombre des étudiants .

1 3 / La décadence du système scolaire primaire est très profonde ; dans les banlieues les enfants refusent ouvertement toute autorité à l'intérieur de l'école .

1 4 / Un dernier point doit être abordé , celui des révoltes dans les prisons . Le système pénitentiaire français , à l'image de son école , est un des plus arriérés qui soit parmi les pays capitalistes avancés . Il rappelle ce qu'il y a de pire dans les prisons pour noirs des USA . Il y a eu récemment de nombreuses révoltes dans les prisons françaises . La raison est l'afflux de jeunes travailleurs touchés par le chômage et tombant dans la "délinquance " et de jeunes gauchistes spécialement les mao après mai 68 . Tous ont ressenti la profonde iniquité du système pénitentiaire et les politiques ont agi comme catalyseurs , à l'image et en propageant ce qui avait eu lieu aux USA ou en Italie . Les soulèvements ont été réprimés avec une grande violence . En dehors de petites promesses d'améliorations de détails rien n'a été changé . Des procès ont été faits aux émeutiers . Cela montre encore une fois que la bourgeoisie française ne peut que répondre par la violence immédiate à tout mouvement social . Cette violence se généralise à toutes les classes de la société .

Les commerçants touchés par la concentration commerciale et les supermarchés descendent dans la rue se battre avec les flics . Les paysans dont les revenus diminuent constamment en raison de la pression des prix mondiaux se battent aussi dans les rues ou sur les routes , utilisant constamment des méthodes d'action directe contre le pouvoir en toute occasion .

On arrive à une situation où tout groupe social mécontent de sa situation se trouve acculé pratiquement à se battre contre les flics . L'existence de cette violence est liée à l'évolution même du capital en France . La prospérité capitaliste y est excellente , la concentration du capital s'accélère pour l'entrée dans le Marché Commun . La profondeur des mouvements sociaux est liée à cette évolution du capital . Elle suit bien sûr celle du monde capitaliste ; mais elle présente en France des traits bien spécifiques qui expliquent ce que nous venons de décrire .

On peut aussi relier à cette situation l'influence des groupes gauchistes en France . Le fait le plus remarquable fut la manifestation lors de l'enterrement de Pierre Overney , le militant maoïste abattu par la police de l'usine aux portes des usines Renault . Il y eut environ 150.000 personnes , ce qui représente beaucoup plus que les forces réunies des différents groupes . Cela signifie qu'il y a une masse importante de gens qui se reconnaissent dans les mouvements gauchistes alors que la CGT par exemple est incapable , avec ses moyens de contrainte , de réunir une telle manifestation . Cela crée une situation ouverte dont on ne peut connaître les développements .

1 1 / voudrait revenir sur cette dernière manifestation pour donner des détails significatifs . Aux usines Renault de Billancourt là où Overney avait été abattu il n'y eut aucune réaction parmi les 30.000 ouvriers . Il est vrai que toute la propagande du gouvernement et du PC l'avait présenté comme étudiant alors qu'il est ouvrier et fils d'ouvriers agricoles . Mais malgré ce fait , on ne peut que relever le désintérêt des ouvriers pour les actions maoïstes extérieures à l'usine . Un meeting de solidarité organisé par la CFDT de l'usine quelques jours plus tard ne

réunit pas plus de 300 ouvriers . Une grève des cadres lancée par la CGC pour protester contre l'enlèvement d'un dirigeant de Renault n'eut pas plus de succès ; un meeting organisé par la CGT dirigé contre les "gauchistes " n'eut pas d'autre résultat que de déplacer les membres de l'appareil .

(un camarade soulignera après que cela montre que les organisations , syndicats , partis , groupes se meuvent et agissent dans un monde totalement distinct de celui des ouvriers , alors même que leur action se situe sur les lieux mêmes de production)

On peut faire une distinction entre les différents groupes gauchistes : d'un côté des groupes extrêmement centralisés , en général trotskystes ; d'un autre côté des groupes extrêmement atomisés , en général anars , meos . Entre les deux se situe la Gauche Prolétarienne (G P) , avec des tendances contradictoires , culte du chef et tentatives de contrôle centraliste d'un côté , autonomie de l'action à la base de l'autre ; ce qui entraîne souvent de grandes confusions ; on peut y déceler autant une grande liberté d'expression que des pratiques fascisantes proches de celles des groupes japonais .

On manque de temps pour parler de phénomènes comme ceux des communautés (groupes maoïstes ou libertaires) dans la banlieue des villes ou dans le Midi , ceux des squatters souvent impulsés par les groupes meos mais contre lesquels la police réagit de plus en plus rapidement et de plus en plus violemment .

I 9 / parle très brièvement - question temps - du Mouvement de Libération des Femmes en France . Les premiers groupes virent le jour en 1968 mais restaient très minoritaires et limités au milieu intellectuel et aux classes moyennes . En 1972 , le mouvement s'est amplifié mais s'est en même temps diversifié quant à ses objectifs et quant à ses tendances . Cela va du mouvement pour la liberté de l'avortement jusqu'au féminisme revanchard , à celles qui veulent l'égalité sociale dans le système ou celles qui essaient d'analyser les structures profondes du désir .

Lors d'un rassemblement à Paris récemment une plus grande diversité d'origine sociale est apparue et des problèmes organisationnels se posent . Des liens se tissent en effet avec des mouvements divers de lutte mettant en cause spécifiquement des femmes : grèves dans des entreprises n'employant que des femmes , occupation d'hôtels maternels...

(Faut de temps , la réunion a été interrompue sans que l'ordre du jour prévu ait été épuisé)

POINT DE VUE D'UN CAMARADE SUR LA RENCONTRE (lettre du 11 juillet 1972)

Les discussions du Samedi après midi ont été , me semble-t-il à l'image du niveau atteint par les luttes en Grande Bretagne et en France . D'un côté , nous avons un groupe , Solidarity rendu cohérent et homogène par des luttes riches en enseignement et nombreuses que le prolétariat prend de plus en plus en charge d'une manière autonome . Devant cela , les camarades anglais n'ont guère de temps à perdre , tant la pratique des ouvriers requiert leur attention .

De l'autre côté , ICO , confronté à la situation française est conduit , par l'absence momentanée d'expressions autonomes de la part de la classe ouvrière , à assumer un rôle négatif (la critique antisynicale) . I C O ne connaît pas actuellement l'urgence des tâches à effectuer que connaît Solidarity et , par conséquent , en tant que groupe , s'attarde plus à Doulogne sur des discussions en partie théoriques , en partie de détails , discussions que les luttes en Angleterre ont fait surmonter aux camarades de Solidarity .

Ce ne sont pas des divergences de fond qui existaient entre ICO et Solidarity , mais bien une attitude différente à l'égard des luttes ; et cette attitude est fonction de celles-ci

Cette opinion , par ailleurs volontairement schématisée et outrée , n'est pas destinée contrairement à ce que pourraient penser certains , à expliquer la différence entre un "bon " et un "mauvais " groupe , mais bien à montrer qu'un groupe qui se trouve sur nos positions est profondément dépendant par ses conceptions comme par ses méthodes de travail , de la situation où il évolue . Il faut en tirer les conséquences

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action, il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e
Abonnement : **Un an** - 12 numéros : Régime intérieur **IOF** - Extérieur **I3F**
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication : **P. BLACHIER**.